



Communiqué de presse Loyers : une hausse historique et inacceptable !

Alors que les Français sont submergés par la hausse des prix (carburants, gaz, électricité, alimentation), nous avons tous, associations de défense des locataires et des consommateurs, exprimé notre refus auprès des bailleurs sociaux CDC HABITAT, GRAND DIJON HABITAT, HABELLIS, ICF HABITAT, ORVITIS qui ont décidé d'augmenter vos loyers de 3,5 % à compter du 1er janvier 2023

Ainsi, pour un loyer de 600 euros, cela correspond à une hausse de 21 euros par mois, soit 250 euros de plus pour un an, auxquels s'ajouteront les augmentations des factures d'énergie et d'eau chaude et du chauffage.

La revalorisation des AL et APL pour les familles bénéficiaires ne permettra même pas de couvrir l'augmentation nette des loyers. C'est insupportable ! C'est inacceptable !

Le gouvernement appelle à la fin de l'abondance et à la sobriété alors que dans le même temps des entreprises engrangent des milliards d'euros de super profits.

Cette situation va encore se dégrader durant les prochaines semaines. Jusqu'où ?

Pour 2021-2022, le nombre de logements construits peine à atteindre les 100 000 ; nous sommes au plus bas depuis 15 ans très loin même des ambitions affichées par Emmanuel MACRON l'an passé et très loin des besoins réels.

Depuis 2017, les organismes HLM, (mise en place du dispositif RLS de réduction du loyer de solidarité) ont été ponctionnés de 1,3 milliard d'euros dans les caisses. Autant d'argent qui aurait pu être réinvesti dans la rénovation thermique du parc social et donc alléger la facture des locataires. Le projet de Loi de Finances pour 2023 prévoit encore un prélèvement sur Action Logement (le 1% logement) de 300 millions d'euros.

Ces hémorragies doivent cesser. Les associations de locataires et de consommateurs demandent d'en finir avec ces ponctions et dans le même temps, nous appelons l'Etat à se réengager dans l'aide à la Pierre (les constructions neuves).

La sobriété énergétique ne doit pas devenir le nouveau nom de l'austérité.

Les bailleurs se voient dans la situation intenable de devoir choisir, entre s'endetter un peu plus ou asphyxier financièrement les habitants. Ce n'est pas à eux de porter la responsabilité des carences de l'Etat.

Pour réduire les factures énergétiques, le gouvernement ne peut plus s'en tenir à un appel répété aux habitants à multiplier les gestes éco citoyens, mais redonner les moyens financiers aux bailleurs, et un sérieux coup de pouce au pouvoir d'achat et à l'augmentation des salaires.

Les Associations demandent au gouvernement de bloquer les loyers.

Décideurs du logement, soyez à la hauteur, écoutez les habitants, répondez à leur détresse, sachez entendre et prendre en compte les revendications des associations de locataires et du monde HLM pour ensemble construire une politique du logement conforme à l'intérêt général.

C'est pourquoi les associations de locataires et de consommateurs appellent à la riposte populaire afin d'imposer de vraies mesures sociales et anti-inflation financées par une fiscalité juste.

Face à ce constat et à ces augmentations, nous appelons les locataires à faire entendre leur voix et leur refus d'augmenter les loyers devant le siège de :

**l'Union Sociale de l'Habitat, 30 Bd de Strasbourg à Dijon
le 10 novembre 2022 à 10h00**

Nous devons faire reculer le gouvernement pour que votre pouvoir d'achat ne recule plus !